

5 juin : Je croyais tout réglé, lorsqu'une seconde lettre de Doumergue, en réponse au plan de mon futur ouvrage, que je lui avais communiqué, a failli remettre tout en cause. « Votre projet de développement que vous avez l'intention de donner à votre étude et que m'a permis de mesurer le plan sommaire que vous m'avez envoyé, ont fait surgir dans mon esprit beaucoup d'hésitations et de scrupules. Je ne veux pas faire parler de moi, et l'on en parlerait fatalement si votre livre était publié avec le développement que vous prévoyez, et l'on ne manquerait pas de dire et de penser que c'est moi qui l'ai voulu en vous renseignant. »

11 juin : Troisième lettre, en réponse à un projet beaucoup plus restreint que je m'étais vu obligé de soumettre au président : « Je suis très heureux que vous ayez compris les raisons qui m'ont fait vous prier de ne pas donner à votre travail l'ampleur et le caractère auxquels vous aviez un moment pensé... Je m'en rapporte à vous, maintenant, à votre sagesse, à votre tact. »

J'ai donc satisfaction non sans peine. Mon dessein s'est retréci, mais j'essayerai de tirer le maximum des entretiens que je vais avoir avec le « sauveur » réticent.

## X

## MES ENTRETIENS AVEC LE « SAUVEUR »

16 juillet 1933 : Je suis arrivé, ce matin, à Tournefeuille. C'est avec plaisir que j'ai retrouvé le président, ses gestes précis, mais sans emphase, ses yeux très vifs qui m'observent avec une curiosité bienveillante, à peine teintée de malice.

Notre premier entretien a roulé sur ses débuts. D'emblée, il a voulu me donner l'explication du calme, du sang-froid qu'il a toujours conservés dans toutes les vicissitudes de sa vie politique, grâce à son indépendance matérielle.

D'où lui est venu la modeste aisance qui lui assure la paix de l'esprit ? De ses parents, petits vigneron, qui cultivaient eux-mêmes leur bien et surent s'élever par l'épargne au niveau de la bourgeoisie. Son père étant mort après avoir eu le temps d'amasser une petite fortune, ce fut sa mère qui veilla à son éducation, insista pour qu'il fît des études supérieures et se préparât à une carrière libérale. Bonne huguenote, elle eût été en d'autres termes de la race de cette prisonnière de la tour d'Aigues-Mortes, qui gravait, sur la muraille, de la pointe d'une aiguille : « *Résistez !* »

Tout naturellement, le jeune homme a donc été élevé dans l'admiration des idées républicaines car, comment n'être pas républicain quand on a des aïeux qui subirent les dragonnades et furent martyrisés par les agents du grand roi, quand on a rêvé, tout enfant, devant la statue en terre cuite de Mirabeau qui ornait le vestibule de la maison paternelle ?

Devenu magistrat, nommé substitut en Indochine, il a eu l'occasion, là-bas, de s'initier à la politique mondiale.

A Hanoï, il a été désigné pour préparer la réception offerte au grand-Duc de Russie. Il a organisé des chasses, des bals. Il a permis au prince héritier d'abattre des tigres savamment traqués par des rabatteurs.

Dès lors la chance va commencer à le servir. Fatigué par le climat il demande au procureur général un congé qui lui est refusé. Sur le conseil de son greffier, il sollicite alors l'autorisation de rentrer dans son pays pour deux mois, en vue de se présenter à l'élection qui aura lieu à Nîmes, pour remplacer le député radical Jamais, récemment décédé. Cette fois le procureur ne peut faire autrement que de lui accorder ce qu'il désire, mais il laisse entendre que si le candidat échoue, il vaudra mieux qu'il renonce à la carrière judiciaire.

Le jeune magistrat a donc pris le bateau sans grand entrain, car, dans sa pensée, l'élection n'était qu'un prétexte. Or, sa mère, prévenue de son retour, a déjà tout arrangé. A la gare l'attendent les membres du comité qu'elle a formé pour patronner sa candidature. Il sera élu, au second tour, avec une large avance de voix.

Mais il lui fallut attendre jusqu'en 1902 pour obtenir son premier portefeuille, celui des Colonies, dans le ministère Combes. Ce fut alors qu'il eut l'avant-goût des périls que peut courir un homme politique : le président Carnot qu'il accompagnait à Lyon, en visite officielle, tomba dans ses bras, tout sanglant, poignardé par l'anarchiste Caserio.

*18 juillet* : Notre second entretien a duré plus longtemps que le premier.

Doumergue a commencé par me parler des hommes politiques qu'il a fréquentés.

Chez Edouard Herriot il fait l'éloge de l'orateur et de l'érudit, mais ne manque pas de noter aussi ses travers : une culture trop envahissante qui permet à cet ancien universitaire de se tirer de toutes les difficultés par des citations et le dispense ainsi de penser par lui-même ; enfin un goût exagéré de la popularité : En voulez-vous un exemple ? Cela se passait au début de mon septennat, j'avais voulu faire ma première visite officielle à Nîmes. Herriot, alors président du Conseil, était assis à mon côté dans la voiture qui nous transportait à l'Hôtel de Ville. J'étais, certes, acclamé par mes concitoyens, mais Herriot l'était beaucoup plus que moi. Je lui en fis la remarque :

— Vous avez fait donner la brigade des acclamations... Il n'y en a que pour vous.

— Excusez-moi, dit Herriot avec bonhomie ; je suis comme les putains, je ne puis me passer d'être applaudi.

A l'égard de Poincaré le ton est plus agressif. Le Méridional Doumergue n'a jamais sympathisé avec cet homme « au cœur sec », qui eut le tort de faire une politique étrangère personnelle, sans en référer au gouvernement :

— Je ne lui reproche point d'avoir voulu récupérer l'Alsace-Lorraine ; mais il eût mieux valu ajourner la revanche, attendre que surgît une situation favorable qui permit d'engager une négociation avec le gouvernement allemand. Or Poincaré a préféré courir le risque d'un conflit mondial qui a cruellement dévasté l'Europe sans assurer vraiment la sécurité de la France.

Intrigué, je demande des précisions : Devenu président de la République, Poincaré a poussé secrètement Iswolski, le ministre du tzar, à déclencher une agitation panslaviste dans les Balkans, qui ne pouvait manquer de mettre le feu à l'Europe. L'attentat de Serajevo aurait été le résultat de cette politique clandestine...

*Même jour* : Interrompue par le déjeuner et la sieste dont, en bon méridional, Doumergue ne peut guère se passer, notre conversation a repris à la fin de l'après-midi.

Nous en sommes venus à l'événement que Doumergue attendait depuis sa première jeunesse. Une crise ministérielle ayant été provoquée par la chute de Barthou, il a été appelé à la présidence du Conseil. Il arrive au pouvoir au printemps de 1913, au moment où le danger extérieur se fait de plus en plus pressant. De grands bouleversements s'annoncent, et c'est à une véritable crise de nos alliances que le chef du gouvernement doit d'abord faire face : Cette Russie sur laquelle Poincaré a fondé sa politique aventureuse, se trouve, en réalité, dans une situation militaire très affaiblie. Un journal a pu annoncer sans être démenti que les usines Poutiloff, dirigées par des ingénieurs français, ont été achetées par les entreprises Krupp, au moment même où le ministre francophile Sazonow était remplacé par M. Goremykine qui se défend mal d'être germanophile.

C'est à ces difficultés extérieures que vient s'ajouter (le 13 mars 1913) un coup de théâtre qui a bouleversé Paris et ébranlé le régime républicain. Mme Caillaux, l'épouse du ministre des Finances qui instaura, contre la volonté du parti conser-

vateur, l'impôt sur le revenu, a tiré trois balles de revolver sur le directeur du *Figaro*, et celui-ci a succombé à ses blessures.

A force d'habileté, Doumergue n'en parvint pas moins, à se maintenir au pouvoir jusqu'à la fin de la législature et à préparer les élections qui donneront la victoire au parti radical.

1917 : L'année difficile, l'année trouble de la guerre. Gaston Doumergue ne fait plus partie du cabinet, mais, il n'en suit pas moins avec attention les événements extérieurs. La Russie l'inquiète. A la Noël des régiments de réserve se sont révoltés et la foule qui se presse aux portes des magasins d'alimentation devient menaçante. Notre ambassadeur à Pétersbourg parle fréquemment de la grande fatigue de Nicolas II et note chez lui : « Une sorte d'abandon à sa destinée », qui favorise les menées défaitistes de la Cour, auxquelles participe l'impératrice, d'origine allemande.

C'est pour tenter de remédier à cette situation que Doumergue s'est fait envoyer à Pétersbourg au début de l'année. La première difficulté à laquelle il s'est heurté a été d'obtenir une audience privée du tzar qui, chamberé par son entourage, vit dans une sorte d'isolement anxieux. Dès le premier dîner officiel qu'a offert le souverain aux délégations étrangères, placé à la droite de Nicolas II, il n'a pas hésité à lui demander une entrevue particulière, qui lui a été accordée, mais sous la réserve qu'elle ne durerait que vingt minutes. Elle s'est prolongée, en réalité, pendant deux heures un quart.

Un équipage de la Cour et un chambellan sont venus prendre notre ambassadeur extraordinaire pour le conduire au palais de Tsarskoïe-Sélo. Il a été introduit dans un vaste cabinet de travail qui donne sur les jardins, pétrifiés par l'hiver. A travers les larges baies, il a pu apercevoir, durant tout l'entretien, dans les allées enfouies sous la neige, des cosaques à cheval, armés de leur lance, aller et venir sans arrêt et jeter des regards inquiets sur l'interminable tête-à-tête de leur maître avec le ministre étranger.

Mais là encore le hasard lui a été favorable. Comme le tzar lui offrait une cigarette, il a fait remarquer :

— Ce ne sera pas la première que j'aurai l'honneur de recevoir de Votre Majesté.

Le visage du monarque, jusqu'ici un peu froid, s'est éclairé :

— Expliquez-moi donc...

Doumergue a rappelé alors, que se trouvant en Indochine comme magistrat en 1891, c'est lui qui avait présidé le comité des fêtes chargé de préparer la réception offerte à Nicolas qui n'était encore que grand-duc de Russie. Amusé, intéressé, le tzar s'est détendu et s'est plu à évoquer des souvenirs à demi oubliés :

— La chasse qu'on avait organisée en mon honneur, avouez qu'elle était un peu truquée et que tout ce gibier...

Mis en confiance, le souverain s'est livré bientôt tout entier. Quand Doumergue a pris congé, la Russie officielle, par la bouche de l'autocrate, avait adhéré à notre projet de morceler l'empire allemand, lors de la signature des traités de paix.

Il était tard quand Doumergue quitta le palais impérial. Il eût à peine le temps de rentrer à Pétersbourg pour se mettre en habit et revenir à Tsarskoïe-Sélo où le tzar offrait encore à dîner aux délégations. Le repas terminé, on forma le cercle. Soudain, le comte Benckendorff s'approcha de Doumergue et lui déclara que l'impératrice désirait avoir avec lui quelques instants d'entretien.

Un peu inquiet, redoutant que l'intervention de la souveraine ne rendît caduque sa victoire du matin, il suivit, à travers un dédale de couloirs, le grand-maître de la Cour qui l'introduisit dans les appartements de la tzarine. Soupçonnant les singularités d'esprit de cette femme, née luthérienne, devenue orthodoxe par son mariage et vouée par son conseiller intime, Raspoutine, à un mysticisme superstitieux, Doumergue entreprit de lui tenir le seul langage qu'elle pouvait comprendre. La notion de péché étant au centre de toutes ses préoccupations, il tenta de lui prouver que l'Allemagne, — ou plutôt la Prusse — se trouvait en état de péché mortel. Lui peignant cet Empire orgueilleux, fondé sur la force et qui n'avait voulu compter que sur la force pour se perpétuer, il le lui montra violant la loi morale et se chargeant par excès de présomption du crime de la guerre universelle.

Enfin la souveraine s'avoua vaincue. L'Allemande qui depuis quelques mois inclinait de plus en plus vers son pays natal, accepta tout à coup de le reconnaître coupable aux yeux de Dieu, et, changeant d'attitude, affirma avec force : « Oui, ils seront châtiés. »

Quand Doumergue repartit, il rapportait, caché sous sa chemise, le texte d'un traité par lequel la Russie s'engageait à ne pas signer de paix séparée et à continuer le combat jusqu'à

ce que la France eût récupéré l'Alsace-Lorraine et que le Reich eût retrouvé ses particularismes.

Mais il ne se dissimulait pas que ce traité n'aurait de valeur que tant que la dynastie des Romanoff ne serait pas renversée.

## XI

## UN COUP DE FORCE ATTENDU

8 décembre 1933 : Mon livre sur le président Doumergue a paru chez Plon, il y a huit jours. J'en ai fait envoyer aussitôt un exemplaire à Tournefeuille. La lettre que Doumergue m'a adressée m'a déçu : « J'ai bien reçu l'exemplaire de l'ouvrage si bienveillant que vous avez tenu à écrire sur moi, et dont j'avais déjà lu un extrait dans *Le Temps*. Je vous remercie de votre attention, tout en étant confus des jugements beaucoup trop flatteurs que vous avez portés sur l'ensemble de ma vie politique, aujourd'hui terminée. Vous pensez le contraire, je le vois bien. C'est que vous êtes jeune et que vous ne vous souvenez pas de la date de ma naissance. Depuis la fin de mon septennat, plusieurs candidatures m'ont été offertes. Je n'avais qu'à les accepter... Je les ai refusées pour bien affirmer ma volonté de ne plus jouer de rôle actif dans la vie politique. Je ne pourrais pas refaire ce que j'ai fait. Trop de raisons s'y opposent. »

Doumergue semblant vouloir se soustraire à la mission de salut public que la crise évidente du régime va rendre nécessaire, j'ai eu envie de recruter des alliés. J'ai décidé brusquement d'apporter mon livre à Pierre Laval. Il m'a reçu, cet après-midi, à sa mairie d'Aubervilliers. Je ne l'avais jamais vu de près. L'homme est laid ; son teint huileux, sa lippe épaisse et brunâtre le rendraient assez déplaisant si ses yeux larges et brillants ne faisaient oublier en partie ses disgrâces.

Ensemble, nous avons feuilleté mon livre, Laval s'arrêtant surtout aux photos du président, dont l'éditeur a pris soin de